À LA PLACE SE TIENDRA UN CONSEIL DE GOUVERNEMENT

Bouteflika reporte le Conseil des ministres

Abdelaziz Bouteflika chamboule son «agenda institutionnel» qu'il avait tracé il y a moins d'un mois : place et lieu du Conseil des ministres qu'il reporte sine die. Il charge, en effet, Abdelaziz Belkhadem de convoquer un Conseil de gouvernement.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - C'est aujourd'hui mardi qu'a donc lieu le Conseil de gouvernement avec, comme ordre du jour, l'examen de trois questions : un dossier sur la prise en charge des personnes âgées que présentera le ministre de la Solidarité nationale, des décrets concernant le secteur de l'énergie que présentera le ministre de l'Energie et des Mines mais, surtout, le sulfureux dossier de «la politique agricole» que présentera le ministre de l'Agriculture. Un dossier qui repasse pour la... troisième fois après avoir été rejeté une première fois par Bouteflika, lors d'un Conseil des ministres en mars dernier.

Photo : Samir Sid

Ce jour-là, Bouteflika enjoint tout simplement Barkat à «tout refaire !» Avant d'ordonner «d'examiner la question en Conseil de gouvernement. Puis, conclura-t-il, on verra !» Il faut dire que les scandales à répétition qui éclaboussent le secteur font que ce dossier prend désormais l'allure d'une véritable bombe à retardement.

Depuis 1999, deux gigantesques fonds, chiffrés en milliards de dollars, ont été débloqués pour relancer un secteur sinistré. Or, ces deux grands programmes n'ont, le plus souvent, fait qu'alimenter les rubriques «scandales» de la presse nationale. L'affaire GCA en cours en est la meilleure illustration.

K. A.

VIVE RÉACTION DU COLLECTIF DES FILS DE CHOUHADA DE LA SOUMMAM À CHERIF ABBAS

«Nous avons honte pour nos pères»

Le passage de Cherif Abbas, ministre des Moudjahidine, à l'émission hebdomadaire de l'ENTV, «Forum de la télévision», a suscité colère et indignation de la famille des fils de chouhada dans la wilaya de Béjaïa.

Dans une déclaration transmise à notre rédaction, intitulée «Nous avons honte pour nos pères», le collectif des fils de chouhada de la Soummam a vivement réagi à la prestation du ministre des Moudjahiddine qui, selon eux, a laissé un «goût d'inachevé et de l'humiliation» dans les rangs des authentiques moudjahidine et ayants droit de chouhada.

«Manquant de conviction et de sincérité, incapable de traduire les valeurs de Novembre 54 et du Congrès de la Soummam, le ministre a prêté le flanc aux animateurs de l'émission dont la seule image affichée serait celle d'un ministère-vache laitière pour faux moudjahidine et ayants droit de chouhada qui seraient des intrus et escrocs, pillant les caisses de l'Etat» indique-t-on en substance dans la déclaration. Rejetant l'appellation «dévalorisante d'enfants de chouhada», pour les fils de chouhada de la Soummam, cette époque est «révolue». «Une époque de 1 DA par jour pour un fils de chahid quand une femme d'un colonel tombé au champ d'honneur exerçait comme femme de ménage au ministère des Moudjahidine ou un rallié, aujourd'hui en retraite avec la qualité de cadre de la nation, occupait un poste de responsable», s'indigne le collectif dans sa déclaration.

«La réhabilitation de l'histoire de la Révolution, son écriture, les archives, la mort de Abane Ramdane, Zighout Youcef, Ben Mhidi, la séquestration des dépouilles des colonels Amirouche et Si El Houès, le massacre de Mellouza, le rôle de Messali Hadj durant la Révolution, le génocide français en Algérie, la repentance de la France, les faux moudjahidine et aussi le blocage anti-constitutionnel de la loi des chahid dont la pension que l'on prétend aujourd'hui débloquer comme appât à l'approche des élections sont autant de sujets plus importants que les animateurs de l'émission auraient pu proposer pour éclairer les citoyens», regrette encore le collectif des fils de chouhada de la Soummam .

«Tout le monde sait que l'Etat algérien accorde des pensions aux familles et aux sanguinaires qui ont mis et qui continuent à mettre l'Algérie à feu et à sang, bénéficiant même de protection», poursuit encore le même collectif dans son document.

S'agissant du cas des faux moudjahidine soulevé lors du forum, les fils de chouhada ont estimé que le ministre se devait d'être plus explicite pour éviter «tout amalgame avec les authentiques moudjahidine», qualifiés par les rédacteurs du document de «chouhada vivants car ayant exercé pour la plupart d'entre eux dans des sous-postes dans des administrations, ironie du sort, dirigées par des anciens de la SAS».

Le collectif des fils de chouhada a sévèrement dénoncé ce qu'il considère comme des «carriéristes des organisations de moudjahidine et ayants droit de chouhada qui n'apparaissent que lors de réceptions protocolaires et durant les campagnes électorales pour soutenir des candidats imposés, ne partageant nullement les mêmes valeurs que leurs pères». Ces mêmes organisations, fait constater amèrement le collectif, désertent le terrain pour la défense des symboles de la Révolution.

Les protestataires citeront entre autres les accusations de «Ahmed Ben Bella, Ali Kafi à l'encontre notamment de Abane Ramdane, Amirouche, le capitaine Arab, Aziel Abdelkader, dit El Bariki, et le capitaine Touati». Pour conclure, le collectif des fils de chouhada de la Soummam affirme avoir «honte pour nos pères qui méritent de meilleurs représentants. Vous représentez la première force du pays que vous avez réduite en tremplin au service d'un système qui dévore ses enfants», s'indigne encore le collectif.

A. Kersani

SAÏD SADI À BRUXELLES DEPUIS HIER

Contre le chipotage constitutionnel et pour une observation internationale des élections

Le Dr Saïd Sadi se trouve, depuis hier, à Bruxelles. Le président du RCD est accompagné de Rafik Hassen, député immigration France, de Abib Moumen, représentant du parti au Benelux, et de Tarek Mira, relations extérieures.

De notre bureau de Bruxelles, Azioux Mokhtari

Lors de son séjour bruxellois, Saïd Sadi sera reçu par les deux principaux groupes parlementaires européens PPE (droite) et PSE (socialiste). La révision de la Constitution, l'élection présidentielle de 2009, la situation sociale «explosive» en Algérie, l'implantation d'Al-Qaïda au Maghreb ainsi que la surveillance du scrutin présidentiel de l'an prochain seront, c'est évident, au centre des entretiens.

Le principal responsable du RCD dira à ses interlocuteurs européens sa «détermination» à s'opposer à une révision de la Constitution qui, en triturant la limitation des mandats présidentiels, actuellement plafonnés à deux, de 5 ans chacun, consacrerait en définitive le règne de l'arbitraire et installerait l'Algérie, durablement, sous le joug d'une «dynastie» aux allures d'une «secte».

On l'aura compris, le Pr Saïd Sadi est pour le strict respect de la loi fondamentale. Pour autant, et puisque de toutes les façons, élection présidentielle en 2009 il y aura, le minimum de vigilance voudrait que des garde-fous soient, dès à présent, mis. Parmi l'arsenal préconisé par le RCD, une surveillance internationale «rigoureuse» et crédible.

A Bruxelles, le chef du RCD briefera ses interlocuteurs européens de la même façon qu'il l'avait fait, il y a deux mois lors de sa tournée, largement médiatisée, alors aux Etats-Unis. Dans la capitale belgo-européenne où il sera reçu, selon le programme, en grande pompe, Sadi ne pourra pas ne pas évoquer le danger de l'implantation dans «notre région» de cellules d'Al-Qaïda. De même que la situation de plus en plus intenable sur laquelle est assise l'Algérie — les récents évènements de Chlef l'ont prouvé — sera évoquée et passée en revue.

Sur les deux dernières questions, la responsabilité du pouvoir est «totalement engagée».

Lors de sa virée bruxelloise, la délégation du RCD sera conviée à des rencontres avec Mme Hélène Flautre, présidente de la Commission droits de l'homme au Parlement européen, ainsi qu'avec d'autres europarlementaires dont Francis Wurtz, gauche unitaire, et des responsables de l'unité Maghreb au sein du PE.

Sadi et ses cadres seront aussi reçus au «National Democratic Institut» et par le président de l'Observatoire mondial des processus électoraux.

Une conférence de presse est prévue au «Résidence Palace», au cœur des institutions européennes, à l'issue de la tournée.

A. M.